

**A L'ATTENTION DU COMITE NATIONAL ET DE L'ASSEMBLEE DES DELEGUES:**

## **Le Forum Social Mondial à Bahia,**

**compte-rendu par Paolo Gilardi, délégué du SSP au 13<sup>ème</sup> FSM:**

La 13<sup>ème</sup> édition du Forum Social mondial s'est tenue du 13 au 17 mars dernier à Salvador de Bahia, au Brésil. Plusieurs milliers de personnes, en majorité des femmes, jeunes et afro-brésiliennes y ont pris part en fréquentant les dizaines de forums de discussion qui se sont tenus sur le Campus de l'Université fédérale de Salvador de Bahia.

Deux seuls moments, mise à part la forte présence de militant-e-s dans les rues et places de la ville, ont fait exister le FSM dans celle qui fut la première capitale du Brésil et le haut lieu de l'esclavage : la marche d'ouverture du FSM le mardi 13 mars et l'Assemblée mondiale des femmes qui s'est tenue le vendredi 16 mars dans le très symbolique quartier du Pelourinho.

A l'exception de quelques centaines de militant-e-s venu-e-s du Québec les délégations venues du monde « riche » étaient plutôt clairsemées. Il est toutefois à souligner la présence d'une délégation suisse formée de quelques dizaines de personnes, notamment de parlementaires, journalistes, responsables d'organisations non gouvernementales, une dizaine de responsables d'UNIA, quelques-uns du Syndicom et un délégué du SSP, l'auteur de ces lignes.



Pourtant, la participation internationale n'était objectivement pas secondaire. En effet, la tenue du FSM dans un pays qui connaît depuis fin août 2016 un coup d'Etat parlementaire et une véritable guerre aux pauvres a permis aux mouvements sociaux brésiliens de recouvrer une légitimité que menace chaque jour leur criminalisation de la part du gouvernement.

A signaler également deux faits relativement insolites, la présence d'une délégation officielle de la République islamique d'Iran venue notamment plaider son droit à l'énergie nucléaire, et celle de plus d'une centaine de syndicalistes marocains dont les frais de voyage étaient entièrement pris en charge par le ministère marocain des affaires extérieures. Car, rien n'est trop cher quand il s'agit de contrer la présence de militants sahraouis et de promouvoir l'image du monarque Mohamed VI...

Compte-rendu.

### **A situation désespérante, Forum étonnant...**

C'est le 17 mars qu'a pris fin, à Salvador de Bahia, au Brésil, le 13<sup>ème</sup> Forum social mondial. Il revenait, après des pérégrinations qui l'ont amené en Afrique, en Asie, à Caracas et, il y a deux ans à Montréal, sur les terres qui ont vu naître le premier Forum social mondial, à Porto Alegre, en 2001.

C'est cependant dans un contexte radicalement différent de celui d'il y a dix-sept ans que le FSM est revenu au Brésil. En 2001, l'arrivée du Parti des Travailleurs aux commandes de la grande ville du Sud avait non seulement suscité l'espoir : avec la mise en place de ce qu'on

appelait alors le « budget participatif », c'est-à-dire l'association des habitants des quartiers à l'élaboration d'une partie du budget de la ville, c'est l'idée d'un « autre monde possible » qui semblait vouloir prendre corps à Porto Alegre.

### **Quand l'espoir se mue en envie de désespoir**

Dans la foulée, le PT de Lula, l'ancien métallo, était porté au gouvernement ; plus au Nord, au Venezuela, les travailleurs mettaient en échec la tentative de putsch contre Chavez ; en Equateur le gouvernement progressiste de Rafael Correa imposait aux créanciers internationaux la réduction de presque moitié de la dette extérieure tandis qu'en Bolivie, Evo Morales, l'ancien cocalero et travailleur des mines devenait le premier président « indigène à 100% » d'un pays d'Amérique latine.

Le retournement de situation est aujourd'hui spectaculaire. La droite la plus libérale est arrivée au pouvoir par la voie électorale au Chili comme en Argentine. Et alors que le gouvernement de Correa n'a pas su rompre avec le modèle extractiviste des multinationales, son successeur s'acharne à supprimer les avancées sociales réalisées.

En Bolivie, Evo Morales s'accroche au pouvoir tandis qu'au Venezuela, le blocage international, l'effondrement des cours du pétrole, la bureaucratie parasitaire au pouvoir et les oppositions de droite, plus ou moins golpistes, ont plongé le pays dans le marasme. Quant au Brésil...

### **Temer, fora !**

Le gouvernement du PT a été toléré par la droite dans la mesure où il n'attaquait pas frontalement les privilèges du patronat et des classes possédantes : c'est grâce à l'exportation de matières premières qu'il a pu financer des réformes qui ont réellement amélioré la vie des plus pauvres, en faisant par ailleurs partiellement porter les coûts de ces réformes aux travailleurs stables.

Mais comme partout dans le sous-continent, le développement de la crise a coïncidé avec un durcissement des classes dominantes pour lesquelles les concessions faites durant la période précédente n'avaient plus aucune raison d'être. C'est ainsi que, malgré quelques réformes d'inspiration très libérale dès le début de son deuxième mandat, Dilma Rouseff -une femme !- a été violemment attaquée jusqu'à être destituée à la fin août 2016 par un coup d'Etat parlementaire.

Aujourd'hui, ces mêmes classes possédantes se prémunissent en cette année électorale d'un retour de Lula en le condamnant à 12 ans de prison pour « corruption », une discipline dans laquelle l'équipe de Michel Temer, l'usurpateur au pouvoir, brille de mille feux. D'ailleurs, l'indignation légitime contre la destitution de Dilma et la condamnation de l'icône Lula était omniprésente durant le FSM.



C'est dans ce cadre désespérant, marqué également par la criminalisation de la dissidence - voir ci-dessous- que le FSM s'est tenu. Paradoxalement, c'est un contexte qui a limité la dérive du FSM, commencée depuis un bon moment, vers une sorte de comptoir mondial des ONG. La dureté de la situation a ainsi contribué à ce que ce FSM fût un moment de mobilisation des mouvements sociaux brésiliens qui ont pu, grâce à l'évènement, trouver une visibilité difficile à recouvrer.

### **Jeunes, femmes, noires**

S'il est prudent de s'abstenir de toute estimation numérique, celles-ci se révélant bien souvent parfaitement fantaisistes, il est par contre à souligner la composition de cette masse de milliers de participant-e-s, à plus de 90% Brésilien-ne-s : il est incontestable que la majorité était formée de femmes de tous âges, mais en majorité très jeunes et de jeunes afro-descendant-e-s.

Et si, pour les habitué-e-s, le FSM de Salvador a été, comme toujours, un étonnant outil de réseautage, il aura avant tout été, pour ces milliers de femmes et de jeunes, l'opportunité d'être visibles socialement, l'occasion d'une prise de conscience de leur propre force. Une prise de conscience certes encore bien fragile que ne contribueront malheureusement pas à renforcer les errements d'une certaine gauche « institutionnelle » active au Forum.

### **Ecœurant !**

Fidèle au principe criminel de l'identification à « l'ennemi de son ennemi », elle ne s'est pas seulement voilé les yeux sur les échecs des progressismes latino-américains les attribuant, de Cuba au Venezuela, de l'Equateur à l'Uruguay, à la seule responsabilité de l'impérialisme.

Elle s'est aussi rendue coupable, le samedi 17 mars, d'avoir laissé le représentant de la République Islamique d'Iran faire acclamer debout « ces héros que sont le Che... et l'ayatollah Khomeiny ».

Les femmes iraniennes, tout comme les enfants syriens apprécieront...



## Marielle et les autres

C'est au soir de la deuxième journée du FSM que la nouvelle de l'exécution de Marielle Franco s'est répandue comme une traînée de poudre.



Conseillère municipale du Parti Socialisme et Liberté à Rio, Marielle était une femme noire de 38 ans née et habitant dans une favela. Elle était en charge de la commission d'enquête sur les violences perpétrées dans le cadre de la dite « pacification de Rio », investie par l'armée sur ordre du gouvernement fédéral. C'est après une course poursuite de 4 km que la voiture dans laquelle Marielle se trouvait a été criblée de balles la tuant ainsi que son chauffeur.

### Guerre aux pauvres

Présentée comme une mesure contre l'emprise des *narcos*, la militarisation de Rio est partie du même plan de stabilisation du *golpe* qui voit Temer changer des juges de la cour suprême, faire incarcérer Lula, criminaliser toute dissidence d'un côté, et lancer la guerre aux pauvres, de l'autre.

Les jeunes afro-descendants en sont les premières victimes. Exécutés sommairement par les militaires lors qu'ils investissent les *favelas*, leurs cadavres sont ramassés dans des bacs en plastique blanc aux allures de bassines de boucher.



L'exécution par les escadrons de la mort - souvent formés de policiers- des jeunes des *favelas* est une vieille tradition au Brésil. Cependant, ces assassinats ont connu une impulsion importante depuis le coup d'Etat de Temer. Et depuis la militarisation de Rio de Janeiro, c'est l'armée qui semblerait en être l'auteure.

C'est sur ces crimes que Marielle enquêtait, c'est contre ces crimes qu'elle se battait, c'est très vraisemblablement pour cela qu'elle a été abattue.

La militarisation de la société brésilienne ne se limite pas à Rio, loin s'en faut. La PM, la police militaire est partout, porteuse d'armes automatiques, présente et visible. Dans les villes,

elle assure en particulier la surveillance des quartiers huppés ainsi que la « sécurité » des zones touristiques.

### Deux faces de la même médaille

Et, dans les *favelas*, elle laisse libre cours à un racisme profondément ancré dans certaines mentalités. N'oublions pas que le Brésil fût le dernier pays au monde à abolir l'esclavage en 1888 et que, ainsi que le dit un proverbe local, « *on a aboli l'esclavage et inventé la favela* ». Des favelas installées souvent sur des sites que beaucoup convoitent...

Ce contrôle policier est le versant sécuritaire de l'insécurité sociale aggravée par les contre-réformes menées par le gouvernement Temer. Ce sont l'ensemble des mesures sociales décidées par les gouvernements du PT qui ont été supprimées à l'exception du programme *Bolsa familia*. Mais, depuis septembre 2016, sur les 11 millions de familles qui bénéficiaient de ce programme, un million d'entre elles se sont vues retirée cette aide, vitale, de quelques trois francs par jour.



Le blocage des programmes de constructions de logements pour les pauvres sur les terrains urbains occupés a particulièrement accentué le chômage dans le secteur du bâtiment. Aujourd'hui, le quart des chômeurs officiellement recensés, sont des travailleurs de la construction.

Ce sont les enfants de ces chômeurs, de ces familles, très souvent afro-descendantes, qui sont les principales victimes des contre-réformes. Ce sont eux que le pouvoir a dans le viseur.



### Sur le lieu des exécutions

*L'Assemblée mondiale des femmes*, seule manifestation du FSM qui s'est tenue au centre de la ville, en ce lieu symbolique qu'est le *Pelourinho*, -c'est là qu'on fouettait ou exécutait publiquement les esclaves- a en ce sens réussi la jonction entre la persécution de la jeunesse et l'oppression des femmes. Avec un dénominateur commun évident : la couleur de la peau.



Et c'est là que, encouragées par Nora Cortiñas (photo), l'une des fondatrices des Mères de la place de Mayo et sous le portrait de Marielle Franco, des milliers de femmes ont dit et scandé pendant des heures leur détermination à se battre *contre le Capital, le machisme, le fascisme et le pouvoir patriarcal !*

## **Migrer... d'un système à l'autre**

Si, depuis sa première édition, le FSM a perdu en visibilité, il a essaimé et créées des convergences selon certaines thématiques. C'est le cas du réseau *Espacios sin fronteras*, qui va réaliser début novembre au Mexique, un événement majeur, le 8<sup>ème</sup> Forum mondial des migrations, le FMM. Bahia fut l'occasion d'approfondir le sujet.

### **Un mois avant l'ONU**

Convoqué pour les premiers jours de novembre, le FMM se tiendra un mois à peine avant l'Assemblée générale de l'ONU qui devrait adopter un « Pacte mondial sur les migrations ». Issu de travaux initiés déjà en 2006 sous le chapeau de l'ONU, mais sous la houlette réelle de la Banque Mondiale, le Pacte, sans être contraignant, devrait permettre une approche commune des pays signataires pour « *des migrations, sûres, ordonnées et régulières* ».

En tant que tel, l'énoncé de la formulation onusienne montre déjà les enjeux et les limites de tel objectif.

En effet, pour qui, les migrations devraient-elles être *sûres, ordonnées et régulières* ? Pour les migrants qui périssent en Méditerranée ou ceux qui sont traqués par les « *patrouilles civiles* » à la gâchette facile le long de la frontière Sud des Etats Unis ou pour des pays qui construisent des murs et des barrières électriques pour se prémunir de leur arrivée? Poser la question c'est y répondre.

De fait, c'est vraisemblablement sous le couvert de bons sentiments, que le Pacte global légitimera à la fois les mesures de protection des Etats du Nord –les migrations *sûres*- ainsi qu'un accueil –*ordonné et régulier*- en fonction des besoins des économies dominantes.

### **Un être humain sur sept**

Pourtant, la réalité des migrations est tout sauf *sûre* –pour les migrants-, *ordonnée et régulière*.

D'après Raul Delgado Wise, président du réseau mondial «*Migrations et développement*» et professeur à l'Université de Zacatecas à Mexico, sous le mythe de la libre circulation à l'époque du capitalisme mondialisé, se cache une réalité bien autre. L'essentiel des migrations sont des migrations forcées ; imposées par les guerres, certes, mais aussi et surtout par la réorganisation marchande de la planète, par les effets dévastateurs des changements climatiques. Et font également partie de ces migrant-e-s forcé-e-s celles et ceux que les Etats du Nord renvoient.

En fait, si aujourd'hui l'ensemble des migrant-e-s qui traversent les frontières représentent quelques 250 millions d'êtres humains –qui produisent, d'après J.J. Gomez Camacho, ambassadeur du Mexique auprès de l'ONU, «9% du PIB de la planète»<sup>1</sup>- il faut leur ajouter les quelques 760 millions de migrant-e-s internes. Au total, c'est ainsi un être humain sur sept qui est aujourd'hui migrant !

## Un prolétaire sur quatre !

De toute évidence, ce milliard d'êtres humains ne fait pas partie des élites, loin s'en faut. Il partage avec trois autres milliards de personnes le fait de ne pouvoir vivre que grâce à la vente de sa propre force de travail. Ce qui revient à dire que, aujourd'hui à travers le monde, un-e prolétaire sur quatre est un-e migrant-e !

Cette part conséquente de la classe ouvrière mondiale est particulièrement fragile. La société marchande mondialisée en dispose selon ses intérêts : en bouclant les frontières, en fixant des contingents, mais aussi à travers une répartition géographique particulièrement fonctionnelle.

Ainsi que l'expliquait Raul Delgado, les restrictions migratoires imposées par les Etats Unis aux migrant-e-s du Sud ont comme effet une concentration dans le nord du Mexique d'une importante main-d'œuvre directement disponible pour les *maquiladoras*, les sous-traitants qui fournissent l'industrie étasunienne. D'après des estimations récentes, les effectifs de cette main d'œuvre très bon marché et fragilisée oscillent entre 55 et 66 millions de personnes !

## Non à l'exclusion migratoire

De plus, un phénomène nouveau est intervenu et s'accroît depuis le début des années 2000. Alors que, il y a moins de vingt ans, les femmes représentaient tout au plus 40% des populations migrantes, elles en représentent aujourd'hui 52%. Ce sont elles qui sont exposées aux pires exactions dans les pays dits «de transit» du Nord de l'Afrique et ce sont toujours elles qui sont soumises à l'emploi sous-payé, socialement isolé, dévalorisant et excluant qu'est celui du personnel domestique.

C'est ainsi que, comme le souligne François Soulard, l'un des responsables du Forum mondial des migrations, la « *lutte des migrants se trouve (...) à la croisée des chemins (...) pour revendiquer une société et une mondialisation qui soit positive, légitime, démocratique, non-exclusive* ». D'où, le slogan sous lequel sera placé le Forum de Mexico ce mois de novembre «*Toutes et tous nous migrons et nous pouvons tout faire bouger. Il est temps de migrer vers un autre monde possible*».



Il s'agit, au-delà du fait de migrer d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, comme affirmé en guise de conclusion d'un des séminaires du FSM, de « *migrer d'un système qui nous exploite et nous opprime vers un système qui nous protège car il nous accorde des droits* ».

**C'est une lutte dans laquelle le monde syndical se doit d'être.**

Paolo Gilardi, mars-avril 2018

---

<sup>1</sup> Ch. Aebischer in La Cité, 12 octobre 2017